

Passerelles Synthèse

Bimensuel africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 13· Numéro 4, 10 mai 2012

LIGNE DE FOND	1
La CNUCED 13 : les défis majeurs pour un développement durable et équitable.....	1
NOUVELLES DE L'OMC	3
L'Afrique peine toujours à exploiter son potentiel commercial	3
Le commerce mondial en baisse en 2012.....	4
Reprise des discussions sur le cycle de Doha	5
SUR LE FIL	6
L'aide publique au développement en baisse.....	6
Les subventions agricoles des pays émergents : quand la défense de la politique agricole prime sur le respect des engagements	8
NOUVELLES REGIONALES	9
UE / CEDEAO: les APE entre petites avancées et grandes divergences	9
Quatrième sommet des BRICS : pour plus de coopération entre membres	11
EVÉNEMENTS	12
PUBLICATIONS	13

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Equipe de rédaction d'Enda : Cheikh Tidiane Dieye, Responsable de Publication : Bathie Ciss Stagiaire : Alexandre Gomis

Equipe éditoriale d'ICTSD : Editeur et Directeur: Ricardo Melendez-Ortiz ; Editeur en chef : A. Crosby, Gestion des publications : A. Aziz; Editrice en charge: K. Guddoy
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos réseaux. Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles d'ICTSD ou d'ENDA.

Cette publication est rendue possible grâce au soutien financier des principaux donateurs d'ICTSD.

LIGNE DE FOND

La CNUCED 13 : les défis majeurs pour un développement durable et équitable

La treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est tenue à Doha au Qatar du 21 au 26 avril sous le thème « Au lendemain de la crise économique mondiale: Nouvelles chances pour la croissance et l'équité sociale ». C'est autour d'un débat général, de tables rondes, de panels de discussions que les différentes délégations ont échangé sur les principales questions inscrites au menu de cette conférence. L'insécurité alimentaire, le manque d'accès à l'électricité ou encore la désertification provoquée par les changements climatiques ont été entre autres questions, les principaux défis à relever pour une croissance et un développement équitables et durables.

Vers un nouveau paradigme de mondialisation

« Promouvoir un développement durable et équitable centré sur un dialogue constructif et inclusif un effort collectif de toutes les parties prenantes » est l'objectif salubre que les délégations présentes à cette conférence se sont fixées.

La crise financière serait l'élément clé obligeant une telle orientation. Son ampleur et sa persistance poussent aujourd'hui à redéfinir les principes et les valeurs sur lesquels la mondialisation repose.

En effet les politiques financières et commerciales adoptées jusque là par les pays en vue d'atteindre

une croissance et un développement durables ne répondent pas aux besoins réels de l'économie mondiale qui demeure fragile sous l'effet de la crise. Conscient de cette situation alarmante la CNUCED a décidé d'adopter une conception novatrice de développement, centrée sur l'équité et la prise en compte des besoins et des aspirations humains notamment un travail décent, un logement assuré, un environnement sûr, un meilleur avenir pour leurs enfants et un gouvernement qui soit à leur écoute. Cette stratégie de développement novatrice devra aussi promouvoir un nouveau partenariat pour un réel développement équitable. L'investissement doit aussi être un élément clé pour promouvoir le commerce dans les pays en développement.

Cette nouvelle orientation semble ainsi remettre en cause le statu quo qui a montré ses limites dans les différents domaines que recouvre le développement.

Les défis à relever pour atteindre ces objectifs

Pour venir à bout de cette crise financière ayant fragilisé l'économie mondiale et ralenti en même temps le commerce tout en faisant planer un doute sur la réalisation à temps des objectifs du millénaire pour le développement, la CNUCED devra faire face à un certain nombre de défis tels que l'insécurité alimentaire, la crise énergétique et le changement climatique.

Défi de l'insécurité alimentaire : la montée en flèche des prix alimentaires a contribué à l'insécurité alimentaire qui sont parfois à l'origine de graves troubles sociaux et politiques dans un certain nombre de pays surtout africains où la situation reste inquiétante avec les émeutes contre la hausse des prix. Un milliard au moins d'individus souffrent de l'insécurité alimentaire dans le monde selon l'ONG Oxfam. D'où la nécessité d'agir. Considérée comme axe indispensable du développement, la sécurité alimentaire est la première des priorités a notamment affirmé le Secrétaire général de la

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), M. Supachai Panitchpakdi. Il faudra alors accélérer le processus de transformation des bases économiques des pays en vue d'en faire des économies durables poursuit il. Il s'agira alors dans la pratique de stimuler le développement agricole, d'améliorer la distribution des ressources de façon équitable et d'augmenter les rendements avec de bonnes politiques agricoles prenant en compte les besoins des populations. Le Sommet du G-20, prévu en juin au Mexique, se penchera en particulier sur la question urgente de la sécurité alimentaire, a indiqué le Vice-Ministre mexicain, en tenant compte d'un certain nombre de facteurs comme les modèles de consommation, les changements climatiques et les catastrophes naturelles. Toutefois cela nécessite une nouvelle gouvernance mondiale avec un système efficace de gestion et préventions des risques car le problème aujourd'hui dans ce domaine résulte aussi dans la façon dont le système alimentaire mondial est organisé.

La crise énergétique et le réchauffement climatique ne sont pas aussi sans conséquence sur le commerce et le développement. En effet, la hausse des prix de l'énergie pose aujourd'hui la question de l'insécurité énergétique et de l'accès à des services énergétiques modernes surtout dans les pays en développement où le manque de fourniture d'électricité en quantité suffisante, son accessibilité et son prix élevé font souvent bon ménage. A cela s'ajoute le monopole de l'état. Ce qui n'est pas sans conséquence sur le commerce et le développement. Pour remédier à cette situation il faut promouvoir les énergies renouvelables car le pétrole est devenu une denrée rare qui n'est pas à la portée de tous. Cette nécessité de se préparer à un avenir sans pétrole a d'ailleurs été évoquée par les parties.

Quant au problème lié à l'augmentation continue des émissions de gaz à effet de serre qui compromet déjà les conditions de vie et les moyens de subsistance dans certains pays en

développement notamment en Afrique avec l'avancée du désert et des menaces de catastrophe naturelle, la situation est plus que délicate. Des solutions restent à explorer dans ce sens.

Outre ces défis la question liée à l'accès à la technologie et l'innovation ont été au menu des discussions. A ce sujet, le Secrétaire général de la CNUCED a souligné que l'innovation et la technologie ne doivent pas être perçues comme l'apanage des riches ou des grandes compagnies, en raison de son potentiel économique. Les pays développés doivent donc fournir aux pays en développement ces innovations scientifiques et technologiques plutôt que de continuer à vouloir leur imposer des politiques économiques qui ne répondent pas à leurs attentes ou à leurs préoccupations.

Autant de défis à relever. Toutefois cela nécessite au-delà de simples engagements, une volonté sans faille accompagnée des ressources et d'efforts massifs de la part des décideurs s'ils veulent réellement venir au bout de ces problèmes de développement ayant des incidences sur le commerce et le développement. Il apparaît aussi plus judicieux que ces défis (l'insécurité alimentaire, le fossé énergétique toujours croissant entre les pays riches et les pays pauvres, les risques posés par le changement climatique) soient traités ensemble, sans priorité aucune de l'un sur l'autre.

Source : CNUCED : [Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement](#)

Voir également : [UNCTAD XIII: Ministers Spar over Economic Crisis, Bridges Weekly Vol 16-Numéro 17](#)

NOUVELLES DE L'OMC

L'Afrique peine toujours à exploiter son potentiel commercial

Alors que les échanges des pays africains avec les partenaires extérieurs s'envolent, les échanges intra- africains restent très faibles avec seulement 10%. Ce qui est paradoxal et dérisoire par rapport aux volumes observés dans d'autres parties du monde, notamment l'UE, l'Asie et l'Amérique du Nord avec respectivement 70%, 52 % et 50%. Cette situation alarmante ne cesse de susciter des réflexions de la part de certains acteurs afin de voir comment y remédier. C'est dans cette perspective que s'inscrit la table ronde organisée par l'Unité Développement et leadership de l'Université du Witwatersrand sous le thème « L'Afrique peut-elle commercer avec l'Afrique ». Invité à cette rencontre de partage Directrice générale adjointe, Mme Rugwabiza relever certaines causes et conséquences de ce faible niveau des échanges intra-africains tout en donnant les éléments nécessaires pour trouver une solution.

Quelle relation de causes à effets de ce faible niveau d'échange

Dans son analyse de la situation, la Directrice Générale Adjoint de l'OMC a rappelé que l'Afrique peine toujours à rattraper le train en marche et à s'adapter aux réalités du commerce mondial.

En effet l'Afrique consomme plus qu'elle ne produise ce qui crée du coup une dépendance vis-à-vis des autres. Une situation héritée de l'époque coloniale et qui est restée en grande partie inchangée en ce sens que la dépendance commerciale et celle économique font toujours bon ménage avec des mécanismes d'élaboration des normes commerciales et de fixation des prix ignorant totalement les intérêts des pays pauvres. Ce qui rend ces derniers vulnérables face aux chocs extérieurs. La crise financière et énergétique

actuelle constituent d'ailleurs une parfaite illustration.

Mais aussi, parmi les causes de cette situation il y'a le problème des infrastructures. Les échanges africains souffrent énormément du manque d'infrastructures adéquates, mais aussi de la vétusté de celles existantes. A cela s'ajoutent des tracasseries routières avec des contrôles fréquents et les barrages érigés un peu partout. Ce qui freine la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux seul gage pour le développement du commerce intra-africain.

Les obstacles tarifaires sont aussi des freins au développement du commerce intra africain. Il s'y ajoute la complexité de la procédure pour l'obtention des permis d'importation nécessaires pour distribuer de certains produits et le coût très élevé de l'activité commerciale. En effet l'expédition d'un conteneur qui coûte environ 900 dollars depuis l'Asie du Sud-est revient, e l'Afrique en à près de 2 000 dollars tout comme l'importation d'un conteneur qui coûte 935 dollars depuis l'Asie du Sud-est contre 2 500 dollars en Afrique a précisé Madame Mme Rugwabiza. Du coup commercer avec l'étranger devient plus facile et moins couteux que commercer en Afrique .Ce qui annihile ainsi tout effort de croissance et de développement du commerce intra africain. C'est ce qui justifie d'ailleurs le fait que l'Afrique pèse peu sur le commerce mondial.

Quelles solutions pour accroître le commerce intra africain

Mme Rugwabiza a souligner sept éléments nécessaires pour sortir de cette situation: la volonté politique, la mise en œuvre des réformes convenues, l'utilisation du système commercial multilatéral pour soutenir le commerce intra-africain, l'augmentation des investissements dans les infrastructures liées au commerce, une participation accrue des entreprises et des autres principaux partenaires, des systèmes de suivi et de responsabilité efficaces, des recherches sur les

conséquences et les coûts du faible niveau des échanges intra-africains.

En somme, les pays africains doivent prendre des initiatives qui s'imposent. En ce sens, il faut saluer la décision qu'ont prise les chefs d'État et de gouvernement, lors du dernier sommet de l'union africain qui consiste à mettre l'accent sur les moyens d'intensifier le commerce intra-africain à travers de grand projet infrastructurel continental mais encore faudrait il que cela soit traduit en actes concrets. Ce qui est d'ailleurs possible si les africains déploient les moyens. En effet ce n'est pas le potentiel des échanges commerciaux entre les pays africains qui manque mais plutôt un cadre réglementaire accompagné de la volonté politique nécessaire pour libérer ce potentiel. L'idée selon laquelle l'Afrique ne peut pas commercer avec elle est donc un leurre selon Madame Kirti Menon et ce au grand bonheur des autres en particulier de l'UE qui continue de mettre la pression pour obtenir ses APE.

Source : OMC, ["L'Afrique devrait commercer davantage avec l'Afrique pour assurer la croissance future", a dit la Directrice générale adjointe, Mme Rugwabiza](#)

Le commerce mondial en baisse en 2012

Dans un rapport publié en avril l'organisation mondiale du commerce (OMC) prévoit une croissance du volume du commerce mondial en baisse de 1,3 % passant de 5% en 2011 à 3,7% en 2012. Ce taux prévisionnel de 3,7% reste inférieur à la moyenne de 5,4% des 20 dernières années.

Le rapport prévoit toutefois une croissance de la production mondiale de 2,1% en 2012 au taux de change du marché.

Si la crise économique perdure, ce taux de croissance de 3,7% pourrait décroître davantage. Une forte récession en Europe pourrait impacter significativement la croissance du commerce mondial.

Une chute imputable aux chocs économiques

Plusieurs raisons sont évoquées pour justifier cette baisse du commerce mondial : les perturbations des chaînes d'approvisionnement dues aux catastrophes naturelles au Japon et en Thaïlande, et des troubles dans les pays arabes, le manque de financement du commerce dans les pays en développement.

La principale cause de cette baisse est à chercher dans la crise de la dette souveraine en Europe. Cette crise qui a touché certains pays de la zone euro a poussé les Etats à réduire leurs dépenses d'investissement et les ménages à repousser l'achat de gros. Ce comportement des Etats et des ménages impacte sur le commerce mondial tant sur les importations que sur les exportations. On constate par conséquent une baisse de la demande au sein de l'Union Européenne constituant le principal marché d'exportation pour les pays émergents et les pays en développement.

Selon le rapport de l'OMC, le volume du commerce mondial restera en 2012 inférieur au niveau d'avant la crise de 2008/2009. Ce déclin du commerce mondial reflète le caractère mondialisé de la production.

La montée du protectionnisme

A ces nombreuses causes s'ajoute celle non moins importante qui est le retour du protectionnisme noté dans certaines parties du monde surtout dans les pays riches. Ces comportements protectionnistes se manifestent par l'édiction de nouvelles règles, ou de nouveaux obstacles au commerce.

Devant ce risque, le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy n'a pas manqué de souligner que la situation reste "fragile et incertaine, avec un risque accentué de détérioration. Les acteurs du commerce international doivent donc se ressaisir s'ils veulent vraiment renverser cette tendance baissière. Mais cela devrait passer par une ouverture effective des échanges et non par les mesures protectionnistes que prennent certains

pays surtout en période de crise et qui compromettent peu à peu les chances de revenir à une tendance normale. Ce n'est pas la prise de conscience quant au danger que constitue cette éventuelle baisse du commerce mondial qui fait défaut mais plutôt un manque de vision commune chacun essayant de défendre son économie même au péril des autres économies »

Sources : OMC : [La croissance du commerce mondial sera plus lente en 2012 après une forte décélération en 2011](#) L'Expansion.com : [Coup de frein sur le commerce mondial](#)

Reprise des discussions sur le cycle de Doha

Le dernier conseil général de l'OMC qui s'est tenu le 1^{er} mai semble donner un peu d'élan et de souffle aux négociateurs. Les différentes délégations seraient disposées à faire avancer les discussions, à en croire le DG de l'OMC Pascal Lamy qui a déclaré au cours de cette réunion : «Après mes entretiens des dernières semaines avec les Ministres et les délégations, j'ai le sentiment que les Membres souhaitent continuer à étudier toutes les possibilités d'acquiescer la dynamique nécessaire et de réaliser des progrès tangibles dans un avenir proche».

Les différents groupes de négociations ont repris les travaux pour essayer d'avancer sur les orientations de la 8^{ème} conférence ministérielle, mais ces consultations n'ont abouti à aucun résultat jusqu'à présent.

C'est le groupe sur l'AMNA qui semble le plus actifs. En effet, depuis le début de l'année 2012, le groupe s'est rencontré trois fois, une première en janvier et deux autres durant le mois de mars. Cependant ces différentes rencontres n'ont pas suffi pour faire avancer les discussions. Les propositions qui étaient sur la table de négociations depuis 4 ans n'ont pas connu d'avancées significatives. Il s'agit des propositions

faites dans le projet de texte de l'amna présenté à la mini ministérielle de juillet 2008 et amélioré en décembre 2008. Ce projet prévoit une formule qui déterminera les futurs niveaux tarifaires pour les pays développés et certains pays en développement, mais aussi, les flexibilités qui détermineront dans quelle mesure ces derniers pays seront en mesure de soustraire certains secteurs de la concurrence globale.

Les différentes parties buttent toujours sur la formule de réduction tarifaire surtout pour ce qui est des coefficients et des flexibilités pour les pays en développement. Depuis les propositions du projet de 2008, rien de nouveau n'a été noté. Beaucoup de délégations s'accrochent encore à ce texte.

Toujours au sujet de l'AMNA, des divergences sont notées pour ce qui est des barrières non tarifaires et les obstacles techniques au commerce.

« De toute évidence, dans l'ensemble la situation n'a pas beaucoup évolué depuis mon dernier rapport » a fini par lancer Lamy lors de ce conseil général. Ce n'est pas pour autant qu'il n'est pas important de continuer les discussions, puisque selon toujours Lamy, les « conversations au cours des dernières semaines avec les ministres et les délégations » laissent croire une forte volonté de faire avancer les choses. Et cela d'autant plus que, les ministres du commerce ont, lors de leur dernière rencontre tenue à Puerto Vallarta, ville mexicaine sur la côte Pacifique, réaffirmé leur attachement à ce cycle de Doha. Les ministres veulent donner « un nouvel élan aux négociations du PDD » et seraient disposés à « résoudre les secteurs les plus fondamentaux et critiques dans lesquels le cycle était au point mort »

Levée de bouclier contre le protectionnisme

Au cours de cette même rencontre, les ministres du G 20 ont largement critiqué la montée du protectionnisme.

Le ministre mexicain du commerce Bruno Ferrari a ouvert le bal en déclarant que « En temps de crise dans l'économie mondiale, les mesures protectionnistes, quelles qu'elles soient, sont contreproductives pour tous les pays ». Ces propos seront renforcés par le ministre chinois du commerce M. Chen qui déclarait : « le monde doit rester vigilant et continuer à lutter sans équivoque contre le protectionnisme commercial ».

Source: TWN, [Wide divergences surface in NAMA talks on tariffs](#) ; OMC, [Rapport du Président du Comité des négociations commerciales](#).

Voir aussi : [Lamy: Continue Moving in 'Small Steps' on Doha, Bridges Weekly, Vol 16- Numéro 17.](#)

SUR LE FIL

L'aide publique au développement baisse face à l'importance des besoins

Après une hausse ininterrompue pendant plus d'une décennie, l'aide publique au développement (APD) vient de connaître une baisse selon les dernières publications de l'OCDE. Selon les chiffres récents publiés par cette dernière l'aide au développement est passée de 0,32 à 0,31 % du PIB en 2011 soit une diminution de 3,4 milliards.

La crise financière au banc des accusés

La crise notée dans les différents pays donateurs constitue la principale cause. Certains pays ont clairement annoncé une réduction substantielle de leurs contributions ayant une incidence sur les budgets consacrés à l'APD par ces pays. En effet les plus importantes diminutions sont intervenues dans les pays qui ont subi de plein fouet les effets de la crise notamment la Grèce, l'Espagne, le Canada. Une telle situation est très préoccupante pour les pays bénéficiaires de l'aide parce que le besoin se fait de plus en plus sentir compte tenu du contexte économique actuel.

Un non respect des engagements

Au-delà du malaise que constitue cette situation, il s'agit là d'un non respect des engagements pris par les donateurs.

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) l'aide des pays développés aux pays en développement a été réduite d'environ 3,4 milliards. Soit un fléchissement de 2,7 % en valeur réelle par rapport à 2010 année où elle avait atteint son niveau record avec 133,5 milliards USD. En Europe où la baisse est estimée à 500 millions d'euros l'année dernière, la crise financière est avancée comme cause. Fortement touchées par la crise, l'Espagne et la Grèce ont le plus réduit leur contribution avec respectivement 32,7 % et 39,3 %. Il en est de même pour l'Autriche et la Belgique avec une baisse de 14,3 et 13,3 %. Pour les Etats-Unis la réduction est estimée à 0,9 % en valeur réelle entre 2010 et 2011 et le budget du Japon dans ce domaine a été diminué de 10,7 %.

Si certains pays justifient la réduction de leur aide par des contraintes budgétaires dues à la crise, d'autres par contre s'adonnent à un jeu « clair – obscur ». Il en est ainsi de la France qui avait assuré à plusieurs reprises par la voix de son président qu'elle ne prendrait pas le prétexte de la crise pour réduire son aide. En effet selon l'ONG de développement Oxfam, la décision prise par la France de stabiliser son aide à hauteur de 10 milliards d'euros a bien été mise en œuvre même si elle n'a pas été rendue publique. Cependant il faut signaler que malgré les plans d'austérité qui prévalent surtout dans la zone euro certains pays restent toujours fidèles à leurs engagements. Ainsi la crise peut-elle à elle seule justifier cette baisse.

La crise financière, un prétexte pour se soustraire des engagements

L'attitude des pays riches qui se servent de la crise économique comme excuse pour diminuer leur aide vis-à-vis des pays pauvres surtout à un moment où ils en ont particulièrement besoin n'a pas échappé à la critique de certaines ONG

évoluant dans le domaine. Pour ces organisations, la diminution de l'aide ne saurait se justifier par un impératif économique, c'est plutôt un choix politique car les montants dégagés pour l'aide sont infiniment petits pour fragiliser l'économie des pays donateurs même en temps de crise. Il est dès lors possible de s'interroger : si ces pays sont parvenus à sauver leurs banques au bord de la faille en y injectant parfois des milliards, dans quelle mesure ne peuvent-ils pas dégager des fonds qui constituent l'aide destinée aux populations des pays pauvres ? De surcroît si c'était aussi préjudiciable à leur économie pourquoi certains notamment l'Allemagne, la Suède et de l'Italie qui ne sont pourtant pas à l'abri de la crise ont-ils respectivement augmenté leur budget alloué à l'aide au développement à (+5,9 %), (+10,5 %) et de l'Italie (+33 %). Ceux-ci montrent que la crise ne devrait pas être utilisée comme excuse pour réduire les contributions à la coopération au développement, elle devrait au contraire les motiver. En réalité cela reflète le manque de volonté des pays riches de venir en aide aux pays pauvres. En tout état de cause, crise économique ou désengagement des pays donateurs, cette baisse de l'aide ne sera pas sans conséquence sur les destinataires.

Quelles conséquences pour ces pays pauvres ?

Vue la nature vitale de cette aide pour le développement des pays pauvres, notamment dans le domaine des infrastructures, de la santé de l'éducation, sa diminution est sans doute source de grande inquiétude, à un moment où les pays en développement en ont le plus besoin car subissant aussi les effets de la crise. Selon l'ONG Oxfam avec ces 3,4 milliards de dollars manquants des centaines de milliers de pauvres pourraient se passer de médicaments indispensables, bien plus encore d'enfants ne pourront plus aller à l'école, et si la tendance actuelle se poursuit, la communauté des donateurs dans son ensemble mettra encore cinquante ans à atteindre l'objectif des 0,7 % de leurs revenus nationaux bruts qu'ils s'étaient fixés.

Le montant total de l'aide qui est de 133 milliards de dollars est bas par rapport au poids économique de ces pays riches membres du Comité d'Aide au Développement, d'où la nécessité pour les pays comme la France, l'Italie, le Japon et les États-Unis de s'investir davantage dans l'aide aux populations les plus pauvres sans que cela ne leur soient préjudiciables.

Sources : [OCDE : Développement: l'aide aux pays en développement fléchit sous l'effet de la récession mondiale](#)

[Oxfam international : Première diminution de l'aide publique au développement en quatorze ans](#)

Les subventions agricoles des pays émergents : quand la défense de la politique agricole prime sur le respect des engagements

Alors que l'Inde, la Turquie, la Thaïlande le Brésil et la Chine ont exigé de la part des pays développés une réduction substantielle des subventions agricoles en raison de leur effet distorsif sur le commerce international ; voilà que ces mêmes pays sont aujourd'hui pointés du doigt pour pratiques similaires. C'est du moins ce que révèle une récente étude du cabinet d'experts agricoles DTB, co-financée par quatre organisations agricoles américaines et qui fait état d'une forte augmentation par ces pays de leurs subventions agricoles dépassant même celles des américains ou des européens. C'est donc la preuve que ces pays émergents éprouvent de grandes difficultés pour adopter des politiques agricoles conformes aux engagements de libéralisation qu'ils continuent de défendre au sein de l'OMC et que l'intervention publique dans ce domaine reste une réalité même si elle est incompatible avec les règles de l'OMC. Du coup les principaux perdants seront les pays en développement dont l'économie nationale ne permet pas des niveaux de subventions aussi

élevés que dans les pays développés avec toutes les conséquences que cela entraîne pour les producteurs surtout africains.

Pratiques récurrentes en dépit de leur incompatibilité avec les règles de l'OMC

Alors que le désengagement de l'État est présenté comme le seul horizon pour assurer des échanges agricoles mondiaux équitables, l'intervention publique dans ce domaine par le biais des subventions ne cesse de se répandre et ce en dépit des règles de l'OMC (pris par les états) et des effets de distorsions que cela crée sur les prix du marché mondial. Les pays en développement qui exigent des réductions importantes de ces subventions devront prendre leur mal en patience car même les pays qui ont pendant longtemps dénoncé ces pratiques s'adonnent aux mêmes pratiques avec parfois des proportions beaucoup plus importantes. La fin des subventions n'est donc pas pour demain. En effet l'étude américaine intitulée *Domestic support and WTO obligations in key developing countries* fait état d'une augmentation importante des niveaux de soutien dans certains pays émergents, notamment le Brésil, l'Inde, la Turquie et la Thaïlande. Si en Inde les résultats de cette étude font état d'une augmentation de 72 % pour le blé et de 75 % pour le riz et de 214 % pour les intrants agricoles entre 2005/2006 et 2010/2011, au Brésil par contre la complexité des programmes de soutien rend difficile une évaluation exacte de l'aide. En Turquie, l'aide se déploie sous forme d'aides directes aux producteurs, des subventions aux exportations, au crédit rural ou aux assurances agricoles et des mesures de soutien aux prix. Quant à la Thaïlande l'aide se manifeste sous forme de subventions aux producteurs de riz avec des garanties et des mesures de soutien aux prix. Autant ces états soutiennent leurs agriculteurs sous diverses formes autant ces mêmes pays regroupés au sein du groupe appelé CAIRNS continuent de s'opposer aux subventions cotonnières des États-Unis ou sucrières de l'UE. Pourront-ils ainsi valablement défendre leurs

arguments au sein de l'OMC s'ils continuent de soutenir fortement leurs agriculteurs et vouloir que les autres arrêtent de soutenir leurs producteurs ? C'est dire que la question des subventions agricoles va demeurer un sujet à controverse à l'issue incertaine au sein de l'OMC car les états membres regroupés parfois par groupe défendent plus leurs intérêts individuels que l'intérêt général qui devrait normalement primer si on veut atteindre le pari du commerce juste et équitable que prônent les règles de l'OMC

Quelles conséquences pour l'agriculture des pays en développement ?

Les USA, l'UE, l'Inde, la Turquie, la Thaïlande, le Brésil et la Chine...la liste des pays qui subventionnent leurs agriculteurs est longue. Il en est de même des produits subventionnés (Bœuf, volaille, sucre, blé, coton, aubergines, riz, etc.). Ce qui n'est sans conséquences sur l'agriculture des pays en développement notamment les pays africains dont les producteurs peinent à être compétitifs sur le plan international. En effet ces produits subventionnés qui inondent les marchés africains à prix très bas, vont sans doute ruiner les producteurs locaux, incapables de vendre leurs récoltes devenues trop chères en comparaison des produits importés. Aujourd'hui des producteurs locaux du Burkina Faso, du Mali ou du Niger du Sénégal subissent de plein fouet la concurrence de la viande bovine européenne et de la volaille congelée en provenance du Brésil vendus à des prix imbattables.

Le coton et le sucre également subventionnés aggravent la ruine de ces filières. Pour le coton, la crise est telle que les pays africains producteurs tels que le Mali, le Bénin, le Burkina Faso et le Niger se sont constitués en bloc pour mieux défendre leur position à l'OMC mais en vain même si les négociations se poursuivent.

Au vu des effets néfastes de ces produits subventionnés sur l'agriculture des pays en développement, les agriculteurs ont-ils un autre moyen de se protéger contre l'invasion de ces

produits qui ruinent leurs filières ou les rendent moins compétitifs sur le plan international. En réalité, le principe de libre-échange défendu par l'OMC et dont le but est faire disparaître les barrières douanières ne permet pas à ces pays qui subissent cette injustice d'imposer des droits de douane contre les produits subventionnés des pays développés et ceux émergents même si c'est la meilleure solution pour lutter contre cette invasion

Sources : [Veille-CEP : Les subventions agricoles des pays émergents : incompatibles avec les règles de l'OMC](#) ; [Terre-net : Les nouveaux mauvais élèves de l'OMC - L'Inde, la Turquie, la Thaïlande et le Brésil soutiennent fortement leur agriculture](#)

NOUVELLES REGIONALES

UE / CEDEAO: les APE entre petites avancées et grandes divergences

Une réunion de négociation entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE au niveau des experts et des hauts fonctionnaires s'est tenue à Bruxelles du 16 au 20 avril 2012.

Les discussions entre les deux parties ont essentiellement porté sur le protocole du PAPED, l'accès au marché, mais aussi sur les dispositions non consensuelles du texte de l'accord (clauses NPF, non exécution, les unions douanières européennes, les subventions agricoles, etc.) et les règles d'origine.

Si certaines questions comme le protocole sur le PAPED connaissent certaines avancées, les deux parties sont encore très loin d'un accord du fait des divergences importantes dans d'autres domaines comme l'accès au marché.

L'accès au marché : le nœud gordien

Les parties n'ont pas réussi à s'entendre sur l'offre d'accès au marché. Suite à la réunion d'Accra en novembre 2011 et aux observations formulées par l'UE, l'AO a de nouveau présenté son offre en apportant des explications supplémentaires sur les

remarques de l'UE relatives à près de 575 lignes tarifaires qu'elle souhaite voir libéraliser au motif que l'AO n'est pas en mesure de fournir des explications économiques acceptables sur les raisons de leur classement dans la liste d'exclusion. De plus l'UE rejette la présentation de l'offre en SH 10 et demande une présentation en Sh6. Elle a réitéré en fin sa requête de disposer d'une offre d'accès marché complète pour chaque ligne tarifaire avec une formule de réduction en termes de pourcentage et un calendrier de démantèlement spécifique pour chaque ligne.

L'AO estime avoir apporté toutes les clarifications relatives à une bonne compréhension de la structure de l'offre d'accès au marché présentée à Accra en novembre 2011. Elle a justifié le choix de présenter l'offre en mode SH 10 par le souci de rester conforme au TEC régional et aux besoins de la politique commerciale régionale en gestation. L'AO a rappelé avoir transmis aux experts de l'UE pour chaque offre un fichier présentant la base et les indications sur le calendrier de démantèlement tarifaire en variation de pourcentage et en taux nominal pour l'ensemble des produits classés selon les trois catégories de libéralisation.

Les hauts fonctionnaires de l'AO ont toutefois accédé à la demande de transmettre à nouveau l'offre aux experts européens avec la présentation demandée par cette dernière. Ensuite l'UE fera des remarques spécifiques qui feront l'objet de discussions au niveau régional en Afrique de l'Ouest avant qu'une réponse définitive lui soit donnée.

Une réunion du groupe thématique sur l'accès au marché, élargie à d'autres acteurs de la région, devrait être organisée dans les semaines à venir pour une discussion stratégique large entre acteurs à la fois sur les contours de l'offre d'accès au marché et ses enjeux pour les pays de la région.

La démarche de l'UE montre cependant qu'en dépit de ses discours sur le fait que ses demandes ne visent qu'à amener l'AO à présenter une offre « porteuse de développement » qui libéraliserait le

maximum possible de produits, elle cherche toujours à pousser cette région à dépasser le seuil de 70%.

Le PAPED : une petite percée

Il y a eu d'importantes avancées sur le texte du protocole du PAPED. Il ne restait déjà plus beaucoup de divergences sur les éléments de langage après la session d'Accra en novembre 2011. D'autres progrès ont été faits à Bruxelles, si bien que seule la question de *l'additionnalité* des ressources nécessaires au financement du programme reste maintenant objet de divergence.

Les deux parties ont reconnu que cette question ne peut pas être réglée au niveau des experts car au-delà des éléments de langage, il y a une question de fond portant sur le fait de savoir si l'UE est disposée et/ou si elle est en mesure de mobiliser les ressources suffisantes pour financer le programme estimée entre 9.5 milliards 15 milliards d'euros.

Des discussions préliminaires sur le PAPED ont eu lieu dans la cadre de la réunion de la Task Force de Préparation Régionale (TFPR) tenue le 17 avril. A cette occasion, les simulations réalisées grâce au modèle d'équilibre général calculable sur l'impact de la libéralisation sur l'économie ouest africaine ont été présentées au Membres de la TFPR ainsi qu'à d'autres acteurs de l'UE et de l'AO. Le modèle a fait ressortir les déséquilibres qu'une libéralisation au-delà 70% aurait sur les recettes fiscales et l'économie en général et qui ne pourraient être compensées que par des appuis massifs de près de 2 milliards d'euros par an.

Les dispositions non consensuelles encore en discussions

1 – la Clause NPF :

L'équipe technique de l'AO a fait faire une analyse par le South Center sur les enjeux de la clause NPF et sur la façon de la traiter dans l'APE. Sur la base des recommandations de cette étude, les experts de l'AO ont souhaité faire une nouvelle proposition à l'UE qui remplacerait le terme

«partenaire commercial majeur» par « grande économie commerciale » et qui porterait la part du commerce de ces grandes économies à 6%.

Le comité régional de négociation de l'AO a cependant, lors de sa concertation interne du 16 avril, rejeté l'opportunité de changer la position régionale et de faire une nouvelle proposition. Le comité a estimé que le fait d'opposer un concept européen à un concept ouest africain ou de relever le pourcentage à 6% ne résout pas le problème de fonds de la clause NPF.

L'AO a donc finalement retenu de maintenir sa position consistant à limiter la clause aux pays développés avec lesquels elle pourrait conclure un accord de libre-échange. Cette question également devrait être dans le paquet de points à soumettre aux autorités politiques.

2 - Clause de non exécution

Les discussions sur ce sujet ont connu des avancées du fait d'un compromis sur des éléments de langage. Les parties ont réussi à rapprocher leurs positions en décidant de référer la clause strictement à l'accord de Cotonou. L'Afrique de l'Ouest a toutefois ajouté une phrase qui dispose que les éventuelles sanctions européennes ne pourront en aucun cas avoir un caractère commercial, ni revêtir un cadre collectif ou avoir des conséquences sur l'intégration régionale. La discussion se poursuivra au niveau technique.

3 - Subventions agricoles :

Les subventions agricoles restent encore une question litigieuse, les deux parties étant partagées sur le fait de savoir s'il faut se limiter à la réduction des subventions ayant un effet de distorsion (UE) ou s'il faut les supprimer (AO). Les discussions se poursuivront entre les techniciens.

4 - Traitement des pays en union douanière avec l'UE :

Sur la Clause de l'union douanière de l'UE, les deux parties ont décidé de prendre en compte cette question dans une déclaration conjointe à

annexer à l'accord. Une contre proposition sera soumise à la partie UE par l'AO à l'issue de l'examen qu'elle est en train de faire sur la proposition UE.

5 - Règles d'origine

Les règles d'origine ont aussi été traitées en parallèle, en prolongement des travaux du sous groupe sur les règles d'origine tenue les 26 et 27 mars 2012. Les règles d'origine ont connu une grande avancée qui présage d'un dénouement technique lors des sessions à venir, même si les rares points restants sont parmi les plus importants comme le cumul par exemple.

Source : Compte rendu, ENDA, membre de l'équipe régional (Afrique de l'Ouest) de Négociation

Quatrième sommet des BRICS : pour plus de coopération entre membres

Le quatrième sommet des BRICS, qui regroupe les principaux pays émergents, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, s'est tenu le 29 mars à New Delhi en Inde. Placé sous le thème « Partenariat des BRICS pour la stabilité, la sécurité et la prospérité dans le monde », le sommet a été l'occasion pour les principaux dirigeants de ces pays de discuter sur la création d'une banque commune d'investissement et de développement pour le financement des projets d'infrastructure et de développement durable. Ces cinq pays émergents ont ainsi adopté une déclaration commune, réaffirmant le renforcement de leur coopération sans manquer de donner leur point de vue sur les sujets d'actualité économiques et politiques.

Renforcement de la coopération économique, financière et commerciale entre les membres

Bien que les échanges commerciaux entre ces pays émergents aient augmenté de 28% en 2011 pour atteindre 230 milliards de dollars environ soit près d'un quart du PIB mondial, les BRICS

n'entendent pas s'arrêter là. Toujours déterminés à échapper à l'influence des États-Unis et de l'Europe, les BRICS ont décidé à l'issue de ce sommet de renforcer leur coopération dans le domaine économique, financier et commercial. C'est ainsi qu'un accord a été signé en marge du sommet entre les différentes banques chargées du développement. Cet accord vise à promouvoir la coopération sur les marchés financiers dans le but de faciliter le commerce et l'investissement entre les cinq pays. Il permettra sans doute à ces pays de faire face au manque de financement dont souffre le commerce international eu égard à la crise de la dette souveraine en zone euro qui frappe certes l'Europe mais qui affecte tout le monde. Toutefois derrière cette ambition se cache une réalité. En effet l'effectivité de cet accord risque de poser problème car parmi les cinq pays, seule la Chine dispose de réserves suffisantes pour envisager de tels projets et elle ne pourrait pas le faire seule.

Une banque d'investissement pour renforcer le commerce

Toujours dans le but de renforcer la coopération économique, les BRICS ont annoncé à l'issue du sommet leur volonté de créer une banque d'investissement en vue de promouvoir leurs relations commerciales. Cette banque qui sera surnommée « Brics Bank » serait aussi appelée à financer des projets d'infrastructures dans les pays en développement. Il faut cependant noter que ce projet cache bien une autre réalité. En effet il montre l'intention de ces pays émergents de se retirer de la [Banque mondiale](#) et du [Fonds monétaire international](#) dominés selon eux par les Occidentaux», a d'ailleurs affirmé pour sa part John Mashaka, analyste à Wells Fargo Capital Markets. Aucun engagement concret n'a cependant été pris à cet effet à l'issue du sommet, même si les parties ont décidé d'examiner prochainement cette question par ses ministres des finances. Ce qui fait planer le doute sur la faisabilité d'un tel projet en cette période de crise

La question de la représentativité des BRICS dans les institutions internationales notamment l'ONU et le FMI a été également abordée par les dirigeants de ces cinq pays. Ils ont ainsi déploré le fait que seules la Chine et la Russie siègent actuellement au Conseil de sécurité en tant que membres permanents même si les trois autres sont admis depuis l'année comme membres non permanents. Les BRICS ont en outre formulé une demande d'augmentation de leurs voix au FMI à partir de 2013

Sources : [Bilan du quatrième sommet des BRICS, Les Yeux du Monde](#) ; [BRICS : rencontre des banques afin de développer leur coopération](#)

Voir aussi : [BRICS Push to Redress Power Imbalances at New Delhi Summit Bridges Weekly Vol 16 – numéro 13](#)

EVÉNEMENTS

OMC

14-15 mai OMC Genève Suisse, [Symposium pour marquer le 15ème anniversaire de l'Accord sur les technologies de l'information](#)

14 Mai, Comité du commerce et du développement, [Session sur l'Aide pour le commerce](#)

15 Mai, Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information, http://www.wto.org/meets_public/meets_f.pdf

24 Mai, Organe de règlement des différends, http://www.wto.org/meets_public/meets_f.pdf

Hors OMC

9-10 Mai le Cap, Afrique du Sud, 3ème réunion plénière du Task Force sur la [fiscalité et le développement](#), organisée par le [Centre de politique et d'administration fiscale](#).

9-11 Mai, Addis Abeba, Ethiopie, [Forum économique mondial sur l'Afrique](#).

22-23 Mai, Paris France, [Forum de l'OCDE 2012](#)

25 Mai, Paris France, [4e Forum International économique sur l'Amérique latine et Caraïbe](#),

30 mai - 1 juin, Beijing, China, [Forum économique mondial sur l'Asie orientale](#)

PUBLICATIONS

Banque Mondiale, [Global Monitoring Report 2012: Food Prices, Nutrition, and the Millennium Development Goals](#), April 24, 2012,

Banque Mondiale, [World Development Indicators 2012](#), Avril 2012

CNUCED, [Intensifier la coopération et les partenariats pour le commerce et le développement](#) Table ronde III de la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Note thématique établie par le secrétariat de la CNUCED, avril 2012,

OMC, [Forum public de l'OMC 2011](#), OMC, 2012,

OMC, [Rapport sur les perspectives du commerce mondial 2012](#)